

Convention constitutive d'un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS)



Creseb

Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique
sur l'Eau de Bretagne

Convention constitutive d'un groupement d'intérêt scientifique

« Centre de ressources et d'expertise scientifique sur l'eau de Bretagne » - Creseb

Entre

Le Conseil régional de Bretagne, dont le siège est 283, avenue du Général Patton – CS 21 101 – 35711 Rennes Cedex, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ... [dossier présenté à la session d'octobre 2015],
ci-après désigné « Région Bretagne »,

et

La Préfecture de la région Bretagne, dont le siège est 3, rue Martenot – 35000 Rennes, et représentée par le Préfet de la région Bretagne,
ci-après désigné « l'Etat »,

et

L'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public dont le siège est 5, square Félix Nadar – 94300 Vincennes, et représenté par le Directeur général,
ci-après désigné « l'ONEMA »,

et

Le Conseil départemental d'Ille et Vilaine, dont le siège est 1, avenue de la Préfecture - CS 24218 - 35042 Rennes Cedex, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°...
ci-après désigné « Conseil départemental d'Ille et Vilaine »

et

Le Conseil départemental des Côtes d'Armor, dont le siège est 9, place du Général-de-Gaulle - BP 2371 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°...
ci-après désigné « Conseil départemental des Côtes d'Armor »

et

L'Institut National de Recherche Agronomique, établissement public à caractère scientifique et technique dont le siège est 147, rue de l'Université – 75338 PARIS cedex 7, et représenté par le Président Directeur Général,
ci-après désigné « l'INRA »,

Commentaire [11] : Sous réserve de leur accord, car ne se sont pas prononcés sur leur adhésion au Creseb

et

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est Tour Mirabeau - 39-43, quai André Citroën – 75739 Paris Cedex 15, et représenté par le Président du Conseil d'administration, dûment habilité par délibération dudit conseil en date du 27 novembre 2014
ci-après désigné « le BRGM »,

et

L'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est 155, rue Jean-Jacques Rousseau – 92138 Issy-les-Moulineaux, et représenté par le Président Directeur Général ou son délégataire, dûment habilité,
ci-après désigné « l'IFREMER »,

et

L'Ecole des Hautes Etudes de la Santé Publique, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est avenue du Professeur Léon-Bernard – CS 74312 – 35043 Rennes cedex, et représenté par son directeur, dûment habilité par la délibération du conseil d'administration n°61/2013 en date du 17 avril 2013,
ci-après désigné « l'EHESP »,

et

L'Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 65, rue de Saint-Brieuc – CS 84215 – 35042 Rennes cedex, et représenté par le Directeur général, dûment habilité par la délibération du Conseil d'administration ...
ci-après désigné « Agrocampus Ouest »,

et

L'Université de Rennes 1, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 2, rue du Thabor – CS 46510 – 35065 Rennes cedex, et représentée par le Président de l'Université, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...
ci-après désignée « Université de Rennes 1 »

et

L'Université Rennes 2, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est Place du recteur Henri Le Moal – CS 24307 – 35043 Rennes cedex, et représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente par délibération du conseil d'administration n°... en date du ...
ci-après désignée « Université Rennes 2 »

et

L'Université de Bretagne Occidentale, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 3, rue des Archives – 29200 Brest, et représentée par le Président, dûment habilité par l'article L712-2 - alinéa 4 – 2° du code de l'éducation,
ci-après désignée « UBO »,

et

L'Université de Bretagne Sud, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 27 rue Armand Guillemot - 56100 Lorient, et représentée par son Président, dûment habilité à signer la présente par délibération en date du 22 mars 2012,
ci-après désignée « UBS »

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Rance Frémur Baie de Baussais, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 52, rue du 10^{ème} d'Artillerie – 22100 Dinan,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Vilaine, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est Boulevard de Bretagne – BP11 - 56130 La Roche Bernard,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Ellé Isole Laïta, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 3, rue Eric Tabarly – Kervidanou 4 – 29394 Quimperlé cedex,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Odet, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est Hôtel de ville de Quimper – BP 1759 – 29107 Quimper cedex,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Blavet, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est Centre d'Exploitation de la Niel – 56920 Noyal Pontivy,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Sélune, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 21 rue de la Libération – 50240 Saint James,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Elorn, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est écopôle Gouern Ar Piquet – 29460 Daoulas,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Couesnon, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est Fougères Communauté – Parc Aumallerie rocade Aumallerie – 35133 La Selle en Luitre,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Baie de Saint Briec, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 1, rue Pierre et Marie Curie – Centre d'affaires Eleusis II – 22190 Plérin,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 3, boulevard Planson – 35120 Dol de Bretagne,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Aulne, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 32 boulevard Dupleix – 29196 Quimper cedex,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Scorff, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 2, rue du Palud – BP28 – 56620 Pont Scorff,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Arguenon – Baie de la Fresnaye, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est usine de la Ville Hatte – 22130 Pleven,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Bas Léon, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 1, rue de l'If – 29260 Kernilis,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Léon Trégor, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 2, place de la mairie – 29410 Saint-Thégonnec,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Argoat Trégor Goëlo, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 11, rue de la Trinité – 22200 Guingamp,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Ouest Cornouaille, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 1, rue de la Fontaine – 29790 Pont Croix,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Baie de Lannion, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 1, rue Monge – BP 10761 – 22307 Lannion,

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Baie de Douarnenez, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est Le Pavillon - La Clarté- 29100 KERLAZ

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Etel, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est ZA de Tréhuinec – Centre commercial les 3 soleils – 56890 Plescop

et

Le Président de la Commission Locale de l'Eau du SAGE Sud Cornouaille, représentant intuitu personae la CLE du SAGE, dont le siège est 11 espace de Kerourgué – BP 72 – 29170 Fouesnant

Commentaire [12] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

et

Le Syndicat Mixte du SAGE de la Rance, dont le siège est 52, rue du 10^{ème} d'Artillerie – 22100 Dinan, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat Mixte du SAGE Ellé Isole Laïta, dont le siège est 3, rue Eric Tabarly – Kervidannou 4 – 29390 Quimperlé cedex, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat Mixte pour l'aménagement et la gestion des eaux du bassin versant de l'Odet, dont le siège est Hôtel de ville de Quimper – BP1759 – 29107 Quimper cedex, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat Mixte du SAGE Blavet, dont le siège est Centre d'exploitation de la Niel – 56920 Noyal Pontivy, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

L'Institution d'Aménagement de la Vilaine, dont le siège est Hôtel de département – quai Ceineray – 44000 Nantes, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat Mixte du bassin de la Sélune de l'Amont à l'Aval, dont le siège est 21, rue de la Libération – 50240 Saint James, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat de Bassin de l'Elorn, dont le siège est Ecopôle Gouern Ar Piquet – 29460 Daoulas, et représenté par le Président, dûment habilité par la délibération n°... en date du ...,

et

Le Syndicat Mixte du SAGE Couesnon, dont le siège est Fougères Communauté – Parc Aumallerie rocade Aumallerie – 35133 La Selle en Luitre, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte du Pays de Saint Briec, dont le siège est Centre Hemera – CS 40532 – 8 rue des champs de Pies – 22035 Saint Briec, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat des bassins côtiers de la région de Dol de Bretagne, dont le siège est Synergy8 - Parc d'activités Les Rolandières - rue de la Rouelle – 35120 Dol de Bretagne, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

L' Etablissement Public d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Aulne, dont le siège est Penmez *- 29150 Chateaulin, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat de bassin du Scorff, dont le siège est 2 rue du Palud – BP 28 – 56620 Pont-Scorff, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte Arguenon-Penthièvre, dont le siège est 53 boulevard Carnot – BP 63531 – 22035 Saint Briec Cedex 1 , et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte des Eaux du Bas Léon, dont le siège est 1 rue de l'If – 29260 Kernilis, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte pour l'aménagement hydraulique des bassins du Haut Léon, dont le siège est 2 place de la Mairie – 29410 Saint Thégonnec, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Pays de Guingamp et du Trégor Goëlo, dont le siège est GIP / ADT – 11 rue de la Trinité – 22200 Guingamp, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte du SAGE Ouest Cornouaille, dont le siège est 1 rue de La Fontaine – 29790 Pont Croix, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

L'Etablissement Public de gestion et d'Aménagement de la Baie de Douarnenez, dont le siège est Le Pavillon – La Clarté – 29100 Kertaz, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Lannion Trégor Communauté, dont le siège est 1 rue Monge – 22307 Lannion, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Le Syndicat Mixte du Loch et du Sal, dont le siège est ZA de Tréhuinec – Centre commercial Les 3 soleils – 56890 Plescop, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

La Communauté de communes du Pays Fouesnantais, dont le siège est 11 espace de Kerourgué – BP 72 – 29170 Fouesnant, et représenté par le Président, dûment habilité par délibération n°... en date du ...

Commentaire [RPn3] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn4] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn5] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn6] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn7] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn8] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn9] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn10] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn11] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn12] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn13] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn14] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn15] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Commentaire [RPn16] : A confirmer car ne s'est pas prononcé sur son adhésion au Creseb

Préambule

Initié en 2010 sous la forme d'un Groupement d'Intérêt Scientifique par le Conseil régional de Bretagne, dans un objectif de partage des connaissances et de coopération entre acteurs de la recherche et acteurs des territoires dans le domaine de l'eau, le Creseb constitue aujourd'hui une plateforme opérationnelle d'échanges et de structuration des coopérations entre science et action publique. Sur la base de questionnements émanant des territoires, différentes actions de partage et de mise en débat des connaissances sont conduites : réalisation de fiches de synthèse, mise en ligne d'articles, organisation de journées d'échange... Sur certains sujets complexes, pour lesquels les réponses doivent être adaptées au contexte breton, des projets collaboratifs entre acteurs de terrain et acteurs scientifiques sont mis en place sur des territoires pilotes.

Autour de cet objet, une première convention constitutive du GIS a réuni l'Etat, la Région Bretagne, l'Onema, 18 Présidents de Commission Locale de l'Eau, 7 structures de mise en œuvre de Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, l'INRA, le BRGM, Agrocampus Ouest, l'EHESP, l'Université de Rennes 1, l'Université Rennes 2, l'Ifremer et l'Université de Bretagne Occidentale de décembre 2011 à décembre 2015.

A l'issue de ce premier cycle de mise en œuvre et de montée en charge de la structure, trois points d'amélioration ont été identifiés sur la base de retours d'expérience collectés au sein du Creseb et auprès de ses partenaires, afin de renouveler les statuts du GIS :

- la formulation collective et le choix des questions traitées dans le cadre du Creseb prenant en compte les besoins de tous : acteurs des territoires, institutionnels (Etat, Région, Onema, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Départements...) et scientifiques ;
- l'articulation des actions menées par tous en Bretagne pour l'acquisition et le partage de connaissances, notamment en lien avec la future gouvernance régionale de l'eau (la Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) et le CPER (Contrat de Projet Etat Région) 2014 – 2020 ;
- la simplification du fonctionnement du GIS et de ses instances.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Les Parties signataires de la présente convention décident de créer, dans les conditions ci-après définies, le groupement d'intérêt scientifique (GIS), dénommé « Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau de Bretagne », entité désignée ci-après « Creseb ».

Dans le cadre du GIS Creseb, les Parties s'engagent à collaborer pour atteindre les objectifs prévus à l'article 1 ci-après.

Commentaire [117] :

Préambule actualisé :

Le préambule de la précédente convention faisait référence à l'étude de faisabilité menée en amont de la création du GIS et des besoins exprimés par les territoires et les établissements scientifiques. Aujourd'hui le contexte a évolué et il faut replacer le Creseb dans le paysage régional, avec notamment la Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques

ARTICLE 1 – OBJECTIFS ET MISSIONS

1.1. Objectifs du Creseb

Le Creseb constitue une interface, une plateforme d'échanges et de structuration des coopérations entre les acteurs de la gestion intégrée de l'eau et les scientifiques. Il a vocation à faciliter et organiser le partage de connaissances, d'outils et de méthodes, afin d'appuyer les acteurs de la gestion intégrée de l'eau dans leurs actions de reconquête du bon état écologique des milieux aquatiques et de préservation de la ressource en eau.

Le Creseb doit permettre de :

- Créer une dynamique de réseau, favoriser la circulation de l'information,
- Instaurer des modes de concertation et de coopération entre les acteurs de la gestion intégrée de l'eau et les acteurs scientifiques,
- Prendre en compte et analyser les besoins exprimés par les acteurs de la gestion intégrée de l'eau, tout en ayant une vision prospective, et en les croisant avec les questionnements des institutionnels et des scientifiques,
- Valoriser et transférer les connaissances scientifiques disponibles et les outils associés en développant une approche transversale / écosystémique,
- Faciliter et organiser le partage des connaissances scientifiques disponibles, adapté aux différents contextes et enjeux locaux,
- Etre force de proposition pour l'acquisition de nouvelles connaissances.

Commentaire [118] :

Est retranscrite ici l'évolution de la philosophie du Creseb du « transfert de connaissances » ou « des portés à connaissance » vers « le partage, la mise en débat des connaissances ». Son rôle d'interface et de structuration des coopérations, sa démarche de co-construction multi-acteurs et transdisciplinaire sont affirmés.

La démarche de co-construction multi-acteurs et pluridisciplinaire constitue l'essence même du Creseb afin de contribuer à l'appropriation des questions et des savoirs détenus par tous et d'alimenter les débats démocratiques.

1.2. Modalités d'action du Creseb

Une des premières bases de construction du Creseb est d'identifier les questionnements et les besoins en connaissances, outils et méthodes nécessaires aux acteurs de la gestion intégrée de l'eau. Ce travail de recueil et d'analyse des besoins des acteurs sera conduit en partenariat avec l'APPCB (Assemblée Permanente des Présidents de CLE de Bretagne) et l'ATBVB (Association des Techniciens de Bassins Versants Bretons).

Un lien devra également être assuré avec les questionnements émergeant des acteurs de la CBEMA (Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques). C'est pourquoi les membres techniques de la cellule d'animation du CRESEB participent à la CBEMA.

Par ailleurs, l'ensemble de ces besoins pourront être structurés afin d'élaborer une feuille de route guidant la programmation des actions d'acquisition et de partage des connaissances dans le cadre d'un volet partenarial au niveau régional, contractualisé au travers du Contrat de Projet Etat – Région 2014 – 2020. La cellule d'animation du Creseb pourra apporter un appui à l'élaboration de cette feuille de route, et favoriser l'émergence de projets via la mobilisation de son réseau scientifique.

Il est important de souligner le fait que les acteurs de la recherche pourront également être force de proposition dans l'identification des thèmes d'intérêt à mettre en débat ou nécessitant l'acquisition de nouvelles connaissances

En regard de ces questionnements et besoins, plusieurs types d'actions peuvent être déclinés :

- Lorsque les besoins sont couverts par des connaissances et outils existants, et afin d'en garantir une meilleure appropriation, des projets de transfert sont mis en place : diffusion de ces connaissances (site internet, document de synthèse, ...), temps d'échanges et de mise en débat..
- Pour certains sujets complexes, pour lesquels les réponses doivent être adaptées au contexte breton, des projets collaboratifs entre acteurs de terrain et acteurs scientifiques sur des territoires pilotes sont mis en place. Ensemble, ils définissent la question précise à explorer et le collectif d'acteurs à associer. Ils travaillent ensuite à la formalisation de la réponse en associant connaissances scientifiques, savoirs du terrain et outils méthodologiques. La cellule d'animation du Creseb facilite l'émergence de ces projets collaboratifs les suit et capitalise les informations pour valoriser ces expériences auprès de l'ensemble des territoires bretons.

Commentaire [119] : Les grands types d'action sont repris et complétés ici, tout en simplifiant la présentation des méthodes de travail : la précédente version détaillait les phases d'écriture des cahiers des charges des projets de transfert, de labellisation, d'appel à projets...

Commentaire [120] : Introduction de la notion de projets collaboratifs

- S'il s'avère que certains besoins ne sont pas couverts ou partiellement couverts par des connaissances existantes, le Creseb peut être force de proposition pour la production de nouvelles connaissances, tout en tenant compte du degré d'avancement des recherches scientifiques et des études aux plans national et européen.

Ces différentes actions pourront faire l'objet, si nécessaire, de conventions multipartites entre les Parties du Creseb et différents partenaires. Ces conventions, annuelles ou pluri-annuelles, définiront les engagements respectifs pour leur réalisation (moyens humains, matériels ...).

N'ayant pas de personnalité morale, le GIS ne sera pas maître d'ouvrage de projets.

Commentaire [121] : Les principes d'une charte qualité régissant les méthodes de travail du GIS et le système d'évaluation du Creseb ont été retiré de la convention, dans le but de ne pas alourdir la convention et de laisser de la souplesse au Bureau qui les piloteront

ARTICLE 2 – Constitution, forme et composition

2.1. Constitution du GIS

Le groupement est réputé créé dès lors que les membres suivants, ci-après désignés individuellement "Partie" et ensemble "Parties", ont signé la présente convention :

Collège des instances publiques :

- l'Etat,
- l'ONEMA,
- le Conseil régional de Bretagne,
- le Conseil départemental d'Ille et Vilaine,
- le Conseil départemental des Côtes d'Armor,

Collège des établissements scientifiques :

- l'INRA,
- le BRGM,
- l'IFREMER,
- l'EHESP,
- Agrocampus Ouest,
- l'Université de Rennes 1,
- l'Université Rennes 2,
- l'Université de Bretagne Occidentale,
- l'Université de Bretagne Sud

Collège des acteurs de la gestion intégrée de l'eau :

- les Présidents de CLE, représentant intuitu personae les CLE des SAGE de Bretagne,
- les structures de mise en œuvre des SAGE de Bretagne.

2.2. Forme du GIS

Le GIS n'a pas de personnalité morale.

Il ne peut en aucun cas constituer une autorité supérieure à celle des Parties.

Il ne constitue pas une structure opérationnelle de recherche.

2.3. Composition du GIS

2.3.1. Membres du GIS

Le GIS est formé des Parties signataires de la présente convention.

Chacune des Parties peut se faire représenter au sein du GIS par une personne de son choix.

D'autres Parties peuvent adhérer au GIS, notamment des établissements scientifiques qui auraient des compétences avérées dans les domaines de la gestion intégrée de l'eau hors Bretagne. Les conditions d'adhésion sont définies à l'article 7.

2.3.2. Partenaires privilégiés du GIS

Compte tenu de leurs rôles ou travaux dans la gestion de l'eau, les tiers prévus ci-après peuvent être invités à participer à certaines réunions du GIS, ainsi qu'à des actions spécifiques qu'ils auront décidé de soutenir ou auxquelles ils auront décidé de contribuer. Dénommés « partenaires privilégiés », ces acteurs ne sont pas membres du GIS mais sont invités, sur décision des Présidents des instances du GIS, aux réunions.

Ces partenariats pourront faire l'objet, si nécessaire, de conventions multipartites entre les Parties du Creseb et les différents partenaires impliqués.

Les partenaires privilégiés du GIS sont les suivants :

- Le Président du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine, le Président du conseil départemental du Finistère, le Président du conseil départemental des Côtes d'Armor et le Directeur général de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, en tant que partenaires privilégiés de l'Etat et du Conseil régional de Bretagne de la politique partenariale de l'eau en Bretagne. Le but est d'articuler les productions et actions du Creseb avec les actions menées dans le cadre de la coordination des actions et opérations financées par les partenaires dans le cadre du volet « acquisition et partage de connaissances » ;

Commentaire [122] : La liste des partenaires privilégiés est élargie – voir ci-après

- Le Président de l'Irstea, compte tenu :

- de l'intérêt et de l'originalité de l'initiative pour disposer d'un outil de capitalisation des expériences des acteurs, de transfert des connaissances et de diagnostic des besoins de recherche, démarche de co-construction conforme à la conception et à la pratique qu'a l'Irstea de la recherche partenariale,
- mais de l'éloignement géographique de ses équipes de recherche impliquées dans les thématiques principales du GIS ;

Commentaire [123] : Paragraphe à modifier en fonction de l'avis des conseils départementaux d'Ille et Vilaine et des Côtes d'Armor si membres

- Les Présidents des Observatoires des Sciences de l'Univers de Bretagne :

Les Observatoires des Sciences de l'Univers (OSU) ont un mode de fonctionnement qui simplifie et structure la production de la recherche dans le sens de la gestion intégrée de l'eau. Ce type de fédération regroupe des unités de recherche mono et pluridisciplinaires et permet le développement de coopérations interdisciplinaires privilégiées autour d'un large champ thématique. Elle favorise l'émergence de nouvelles questions scientifiques sur des thématiques transversales.

Par leurs statuts, les OSU ont également pour mission la mise en œuvre d'une véritable politique de diffusion des connaissances auprès de leur public régional. Les OSU sont des écoles internes des universités et sont au nombre de deux en Bretagne :

- L'Observatoire des Sciences de l'Univers de Rennes (l'OSUR), composante et école interne de l'Université de Rennes 1, est un regroupement de 7 laboratoires dont l'objet est de fédérer et faire émerger des recherches pluridisciplinaires sur la dynamique des ressources naturelles, géologiques et biologiques (eau, sols, plantes, organismes, ressources non renouvelables).
- L'Institut Universitaire Européen de la Mer (l'IUEM), composante et école interne de l'Université de Bretagne Occidentale, regroupe 8 laboratoires dans le domaine des Sciences de la Mer.

- Le Président de l'Assemblée Permanente des Présidents de CLE de Bretagne (APPCB) ;

- Le Président de l'Association des Techniciens de Bassins Versants de Bretagne (ATBVB) ;

- Le Président du Conseil Scientifique de l'Environnement en Bretagne (CSEB) ;

- Le Président du Groupement d'Intérêt Public Bretagne Environnement (GIP BE) ;

- Le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne, les chambres d'agriculture de Bretagne ayant des programmes de recherche appliquée sur des thèmes traités au sein du GIS ;

Commentaire [124] : La liste des partenaires est complétée explicitement par l'APPCB, l'ATBVB, le CSEB, le GIP BE.

Commentaire [125] : Intégration explicite de la CRAB parmi les partenaires privilégiés du GIS en raison des travaux issus des programmes de recherche appliquée portés par cette instance

- Ou leurs représentants ;

- Et tout autre organisme public ou privé à l'échelle régionale, nationale ou européenne, concernés ou intéressés par les questions traitées par le GIS, notamment les acteurs socio-économiques bretons.

ARTICLE 3 – Organisation du groupement et mode de représentation des Parties

Les organes de fonctionnement du groupement sont les suivants :

- Le Conseil de groupement,
- le Bureau,
- le Comité Scientifique et Technique (CST) décliné en journées d'échanges et en groupes de travail,
- la cellule d'animation.

3.1. Présidence du GIS

La Présidence du Creseb est assurée par un binôme : un membre du collège des acteurs de la gestion intégrée de l'eau et un membre du collège des établissements scientifiques pour une durée de 3 ans, renouvelable 1 fois.

Les co-présidents sont désignés par la majorité des membres présents et/ou représentés lors du Bureau.

Les co-présidents convoquent les membres au Conseil de groupement et au Bureau et président ces instances.

Commentaire [126] :

La présidence et la vice-présidence alternée entre un Président de CLE et un scientifique a été simplifiée et ré-affirmée avec une co-présidence

3.2. Le Conseil de groupement

3.2.1 Rôle

Le Conseil de groupement définit la stratégie et les orientations du Creseb.

Il se positionne sur les grandes questions devant être abordées dans le cadre du Creseb, en articulation avec les débats de la CBEMA (Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques).

Le Conseil de groupement désigne les membres du Bureau sur la base d'une liste de candidats, laquelle est déterminée conformément à l'article 3.3.2 relatif à la composition et au fonctionnement du Bureau.

Le Conseil de groupement désigne le président du Comité Scientifique et Technique sur la base d'une liste de candidats parmi les référents relais des membres du collège des acteurs scientifiques.

Commentaire [127] :

Le rôle du Conseil de groupement a été repositionné sur la définition de la stratégie du GIS et des grandes questions à traiter, en articulation avec la Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques. La programmation technique détaillée des activités du GIS est désormais confiée au Bureau du Creseb.

Commentaire [128] : Cf commentaire dans l'article 3.4

Enfin, le Conseil de groupement délibère à l'unanimité sur :

- l'éventuelle adhésion de nouvelles Parties au GIS, selon les conditions définies à l'article 7 ;
- les avenants proposés à la présente convention ;
- le renouvellement ou la dissolution du groupement suivant les dispositions des articles 7 et 8.

3.2.2 Composition et fonctionnement

Le Conseil de groupement réunit les Parties du Creseb (collège des instances publiques, collège des organismes scientifiques, collège des acteurs de la gestion intégrée de l'eau).

Chaque Partie dispose d'une voix et peut se faire représenter par une personne de son choix.

Les « partenaires privilégiés » du GIS, désignés à l'article 2.3.2 peuvent être invités au Conseil de groupement, avec voix consultative.

Les co-Présidents du Creseb peuvent également inviter, de leur propre initiative ou à la demande de l'une des Parties du Conseil de groupement, des personnalités extérieures à participer aux réunions du Conseil en qualité d'experts avec voix consultative. Le Président du Comité Scientifique et Technique (article 3.4) du Creseb est invité aux séances du Conseil de groupement.

Les membres du Conseil de groupement sont bénévoles et exercent leurs fonctions pour la durée du groupement.

Dans le cas où un représentant quitte ses fonctions, son successeur au sein de sa propre structure reprendra les fonctions assurées par ce représentant démissionnaire au sein du Creseb.

Commentaire [129] :

La fréquence des réunions du Conseil de groupement a été réduite : 3 réunions en 6 ans, au lieu d'une réunion tous les ans.

Les modalités de convocation et de tenue des séances ne sont plus détaillées et reportées dans un règlement intérieur

Le Conseil de groupement se réunit sur convocation des co-Présidents et de manière prévisionnelle à l'installation du GIS, puis à mi-parcours, et enfin, à l'échéance de la convention constitutive. Les modalités de convocation, de fonctionnement, de tenue des séances et de restitution seront précisées dans le règlement intérieur du GIS.

3.3 Le Bureau

3.3.1 Rôle

Le Bureau du groupement a la responsabilité de la mise en œuvre opérationnelle des orientations du Conseil de groupement. Il assure le pilotage permanent et l'animation de l'activité du Creseb, avec l'appui de la cellule d'animation.

A cette fin, il :

- définit le programme d'activités annuel du GIS et examine l'enveloppe budgétaire nécessaire à la réalisation de ces activités,
- pilote les travaux du GIS, en validant les différentes étapes de conduite des projets,
- évalue les actions menées pour en rendre compte au Conseil de groupement (préparation du rapport d'activités),
- rédige les propositions éventuelles de modifications à apporter à la présente convention.
- donne un avis d'opportunité sur la feuille de route du volet « Acquisition et Partage de Connaissances » de la politique régionale de l'eau (APC).

Commentaire [130] :

Renforcement du rôle opérationnel de pilotage des activités du GIS

3.3.2 Composition et fonctionnement

Les membres du Bureau sont désignés à la majorité qualifiée des deux tiers des membres présents et représentés du Conseil de groupement.

Le Bureau est composé, :

- de deux représentants du Conseil régional de Bretagne,
- d'un représentant de l'Etat,
- d'un représentant de l'ONEMA,
- d'un représentant du Conseil départemental d'Ille et Vilaine,
- d'un représentant du Conseil départemental des Côtes d'Armor,
- de quatre représentants des membres du collège des établissements scientifiques,
- de quatre représentants des membres du collège des acteurs de la gestion intégrée de l'eau..

Commentaire [131] :

La composition du Bureau est étendue à l'ensemble des partenaires institutionnels financeurs ayant décidé d'adhérer au GIS afin d'articuler la programmation et les financements des actions portées dans le cadre du Creseb et dans le cadre du futur volet « Acquisition et Partage de Connaissances »

Commentaire [RPN32] : A

confirmer par les intéressés

Les co-présidents sont désignés par la majorité des membres présents et/ou représentés lors du Bureau.

Le Bureau est présidé par les co-Présidents du Creseb.

Les membres du Bureau sont bénévoles et exercent leurs fonctions pour la durée du groupement.

Les modalités de convocation, de fonctionnement, de tenue des séances et de restitution seront précisées dans le règlement intérieur du Creseb.

Le président du Comité scientifique et technique du Creseb ainsi qu'un représentant de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne seront systématiquement invités aux réunions du Bureau.

Commentaire [RPN33] : L'A

ELB informe le Creseb qu'elle n'adhérera pas au GIS et restera partenaire privilégié mais qu'elle souhaite être invitée au Bureau afin d'articuler les actions du Creseb avec les actions financées dans le cadre du volet APC du plan breton pour l'eau.

Le Bureau pourra s'adjoindre d'autres participants sur invitation des co-présidents.

3.4. Le Comité Scientifique et Technique du Creseb (le CST)

3.4.1 Rôle

Le CST est tout d'abord un lieu de débat entre les acteurs de la gestion intégrée de l'eau, les scientifiques et les institutionnels permettant de mettre en regard les besoins et questionnements des acteurs et les travaux scientifiques et études techniques développés ou en cours. Des groupes de travail plus resserrés peuvent être ensuite mis en place afin d'étudier une question précise.

Des liens devront être faits avec la Conférence Bretonne sur l'Eau et les Milieux Aquatiques et ses propres groupes de travail.

Le CST étudie et donne un avis sur le rapport d'activité élaboré par le Bureau.

Ces débats permettent au Bureau d'éclairer ses choix pour la programmation des actions à conduire annuellement.

Le CST est également un lieu d'échange et de partage des connaissances. Il peut prendre la forme de journées d'échanges sur différents thèmes prévus au programme d'activité ou faisant l'objet d'une demande urgente et d'actualité émergeant au fil de l'eau.

Les journées d'échanges ont vocation à associer un public très large composé de scientifiques et d'institutionnels, d'opérateurs de l'eau, d'acteurs de terrain (opérateurs économiques, milieu associatif, organismes consulaires, ...), et doivent permettre d'apprécier les attentes de chacun, de les analyser, de les transcrire en question de recherche et/ou en actions de partage de connaissances et projets collaboratifs.

3.4.2 Composition et fonctionnement

Le CST est composé :

- des référents relais scientifiques, techniques et/ou politiques, qui sont désignés par chaque Partie membre du Creseb et qui sont chargés des relations et de la communication dans leurs propres structures,
- des référents relais, désignés par les partenaires privilégiés du Creseb et invités en fonction des sujets mis à l'ordre du jour,
- de personnalités reconnues dans les diverses disciplines concernées par l'activité du groupement, des Parties ou non du groupement.

Son Président est désigné par le Conseil de groupement, comme précisé dans l'article 3.2.1, pour une durée de 3 ans.

Les membres du Comité Scientifique et Technique du Creseb sont bénévoles et exercent leurs fonctions pour la durée du groupement.

Les modalités de convocation, de fonctionnement, de tenue des séances et de restitution seront précisées dans le règlement intérieur du Creseb.

3.5. La cellule d'animation et ses missions

Il est constitué au sein des services de la Région Bretagne, établissement support du Creseb, une cellule d'animation chargée d'assurer l'animation ainsi que la coordination administrative et technique du Creseb.

Elle assure les missions permanentes décrites ci-dessous :

- Recueillir, analyser et croiser des questions scientifiques, institutionnelles et de terrain pour dégager des propositions de recherche, des sujets d'études, des actions de partage de connaissances et des projets collaboratifs, et appuyer à la programmation du volet régional « Acquisition et Partage de Connaissances » de la politique régionale de l'eau (APC) ;
- Organiser des journées de partage de connaissances, d'expériences et d'études réalisées, sur les questions prioritaires du Creseb et en fonction des demandes régionales des partenaires financiers ;
- Faciliter l'accès aux connaissances grâce à leur structuration (sous forme de fiches, une vitrine Internet claire et facilement accessible, des alertes mails sur les nouveautés...) ;

Commentaire [RPn34] : Le comité scientifique et technique (CST) est conforté en lieu d'échange et de mise en débat des questionnements et des connaissances. La composition de ce CST est ouverte et non stable dans la mesure où :
- d'une part, les référents relais parmi les partenaires privilégiés du GIS et des personnes reconnues dans diverses disciplines sont invités en fonction des sujets ;
- d'autre part, parmi les membres, les participants à ces journées varient en fonction des thématiques traitées.
Par ailleurs, le nombre de référents relais désignés par chaque partie membre du Creseb n'est pas limité. Ainsi, il est proposé que le président du CST soit désigné par le Conseil de groupement pour une durée de 3 ans.

Commentaire [135] : Les missions listées dans la précédente convention étaient moins détaillées et pratiques :
- analyse des besoins,
- hiérarchisation et programmation technique et financière des questions à traiter,
- recensement de la connaissance existante et analyse,
- portés à connaissance,
- déclinaison d'outils opérationnels simples (fiches méthodologiques, guides pratiques, tableaux d'indicateurs...)
- information, formation, aide à l'appropriation des connaissances.

- Relayer auprès des territoires des travaux de recherche en cours ou en projet : organiser des journées dédiées, organiser des enquêtes, mettre en relation des scientifiques et des acteurs de terrain afin de susciter des collaborations quand cela est souhaité dans le cadre des travaux de recherche ;
- Proposer de sujets de formation en lien avec des organisateurs / organismes de formations ;
- Initier et coordonner ou suivre des projets collaboratifs pluridisciplinaires avec des groupes de travail sur la base d'expérimentations sur des questions remontées du terrain et sur des sites pilotes. Seront produits des livrables (type guide méthodologique) transférés à l'ensemble de la Bretagne (et éventuellement au-delà du territoire régional, en cas de demande de retour d'expérience) ;
- Accompagner scientifiquement et techniquement des territoires, en s'appuyant sur les résultats des groupes de travail réalisés dans le cadre du Creseb : par exemple, aide à la rédaction ou relecture de cahier des charges, aide à la formalisation de projets ou d'études (contenu, calendrier), à la constitution du collectif d'acteurs, sollicitation ponctuelle d'avis de scientifiques... ;
- Accompagner scientifiquement et techniquement la politique régionale partenariale : prise en compte des demandes des institutionnels (AELB, Conseil régional, Conseils départementaux), réalisation de synthèses scientifiques, mobilisation du réseau scientifique en appui aux groupes de travail de la CBEMA ;
- Assurer les liens entre les membres du Creseb pour faciliter les coopérations ;
- Mettre à jour le site Internet et communiquer vers l'extérieur (participation à des colloques, présentation / promotion du Creseb, échange d'expériences de coopération...) ;
- Animer les instances du GIS citées ci-dessus.

ARTICLE 4 – Moyens du groupement, contribution des Parties et gestion du GIS

4.1 Contribution des Parties

La contribution financière des Parties n'est pas obligatoire.

Pour le fonctionnement du groupement :

- Les frais relatifs aux postes de la cellule d'animation (salaires et charges, frais de déplacement) sont pris en charge par le Conseil régional de Bretagne. Des conventions financières peuvent être mis en place avec les membres et partenaires du GIS qui souhaitent apporter une contribution au financement de ces charges.

- Les autres frais qui pourront être couverts par des contributions de chacune des Parties, seront précisés si nécessaire dans le cadre des conventions multipartites pour la réalisation des actions permanentes. Ces contributions peuvent être fournies sous forme :

- de participation financière,
- de mise à disposition de personnels,
- de mise à disposition de locaux, matériels, équipements et services généraux,
- de toute autre contribution au fonctionnement du groupement.

Commentaire [136] :
Partie simplifiée dans son écriture, conservant les principes de l'ancienne convention mais renvoyant à des conventions partenariales spécifiques en fonction des projets à venir et des Parties et partenaires impliqués

Les contributions des Parties pour le fonctionnement du groupement sont régies par les principes suivants :

- Lorsque les décisions impliquent la mobilisation de moyens financiers, elles doivent être soumises à l'accord des institutions appelées à contribuer financièrement.
- Chaque partenaire garde la gestion de ses crédits selon les règles budgétaires et comptables qui lui sont applicables.
- Les équipements, locaux, logiciels, les autres moyens matériels ainsi que les apports intellectuels, mis à la disposition du groupement pour les besoins de celui-ci par un membre, restent la propriété de ce membre.
- Le GIS n'ayant pas de personnalité juridique, chacune des Parties conserve sa pleine et entière responsabilité d'employeur, selon les statuts qui lui sont propres, vis-à-vis des personnels affectés à la réalisation de l'objet du GIS.

Pour les projets de transfert et les projets collaboratifs, émergeant des travaux du Creseb :

Après sélection des projets par le Bureau du Creseb (sur la base d'appels à manifestation d'intérêt ou d'appels à projets par exemple), des conventions multipartites pourront être établies entre les porteurs de projets et les financeurs souhaitant les subventionner afin de définir les contributions respectives de chacun.

4.2 Gestion administrative et financière

La gestion administrative et financière des moyens mis en commun pour le fonctionnement du GIS est assurée par la Région Bretagne au nom et pour le compte des autres Parties en tant qu'établissement gestionnaire du GIS.

Ces moyens financiers sont gérés par la Région Bretagne, selon les règles qui lui sont applicables.

L'agent comptable encaisse les fonds versés par les parties à la Région Bretagne, au titre de sa mission d'établissement gestionnaire, les comptabilise au crédit d'une subdivision clairement identifiée dans son compte comme « opérations pour le compte du GIS

Pour ce qui concerne les projets menés dans le cadre du Creseb, des conventions particulières seront mises en place pour chacun d'entre eux. Dans ce cas, la Région Bretagne pourra avancer les fonds nécessaires, en tant que de besoins et pourra conclure des conventions financières avec les partenaires concernés, lui permettant de récupérer les sommes avancées.

La Région Bretagne présente un rapport annuel de gestion devant le Conseil de groupement.

Le centre administratif opérationnel agissant pour le compte des Parties dans le cadre du GIS est fixé dans les locaux de la Région Bretagne dont le siège est situé 283 avenue du Général Patton, CS 21101, 35711 Rennes Cedex 07.

ARTICLE 5 – Communication, confidentialité et propriété intellectuelle

Chacune des Parties s'engage à transmettre aux autres Parties les informations nécessaires à l'exécution de la présente convention dans la mesure où elle peut le faire librement au regard des engagements contractés antérieurement avec des tiers et dans le cadre des projets développés et suivis par le Creseb avec accord des Parties (par conventionnement spécifique).

Chacune des Parties s'interdit de diffuser ou de communiquer à des tiers des informations qui lui auront été désignées comme confidentielles par la Partie dont elles proviennent

Chacune des Parties conserve la propriété exclusive des résultats des travaux, brevetés ou non, du savoir-faire, des connaissances et des droits de propriété intellectuelle et/ou industrielle lui appartenant, développés ou acquis antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention ou indépendamment de celle-ci.

Lorsque des projets de transfert et des projets collaboratifs sont développés dans le cadre du Creseb, des conventions précisant les règles de propriété intellectuelle et régissant les droits d'utilisation des résultats produits seront élaborées au cas par cas entre les porteurs des projets et les financeurs. Les règles de confidentialité des informations échangées seront également précisées dans les conventions spécifiques des projets développés et suivis par le Creseb.

Commentaire [137] : Partie simplifiée dans son écriture, conservant les principes de l'ancienne convention mais renvoyant à des conventions partenariales spécifiques en fonction des projets à venir et des Parties et partenaires impliqués

ARTICLE 6 – Durée

Le groupement prend effet à compter de sa date de signature par l'ensemble des Parties. La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de cette date.

Elle peut être renouvelée pour des périodes de mêmes durées par voie d'avenant à la présente convention.

Les conditions de cette prorogation font l'objet d'une négociation au cours de l'année précédant son terme.

L'expiration ou la résiliation de la présente convention n'aura pas pour effet de dégrader les partenaires de leurs droits et obligations au titre de l'article 5.

Commentaire [138] : La durée du GIS passe de 4 à 6 ans : 2 * 3 ans, ce qui correspond mieux au rythme de vie des questionnements et projets développés dans le cadre du Creseb

ARTICLE 7 – Adhésion

Toute adhésion est soumise à une décision unanime des membres du GIS en réunion du Conseil de groupement ou de manière dématérialisée par voie d'échanges mail ou courrier, et fera l'objet d'un avenant à la présente convention, signé par le nouveau membre, et, par délégation pour le compte du GIS, par les co-Présidents du Creseb et le Président du Conseil régional de Bretagne, en tant qu'établissement support du GIS.

Commentaire [139] : Simplification des modalités d'approbation d'une nouvelle adhésion

ARTICLE 8 – Retrait, exclusion, résiliation, litiges**8.1 Retrait et exclusion**

Une Partie peut se retirer du GIS, à tout moment, avec un préavis de six mois dûment notifié à l'ensemble des Parties par lettre recommandée avec avis de réception.

L'exercice de cette faculté de retrait par une Partie ne la dispense pas de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet dudit retrait.

Nonobstant ce retrait, les dispositions de l'article 5 resteront en vigueur.

Le Conseil de groupement peut prononcer l'exclusion d'une des Parties en cas de manquement grave à l'une quelconque de ses obligations, après un préavis d'un mois notifié à cette Partie par lettre recommandée avec avis de réception précisant le motif d'exclusion.

L'exclusion doit être votée à l'unanimité des membres présents ou représentés en Conseil de groupement, la Partie concernée étant préalablement entendue et ne prenant pas part au vote.

Nonobstant l'exclusion, les dispositions de l'article 5 resteront en vigueur.

8.2 Résiliation

La présente convention est résiliée de plein droit par l'arrivée du terme de sa durée contractuelle. Sa résiliation peut aussi être décidée à l'unanimité des Parties du Conseil de groupement convoquées sur un ordre du jour précisant que la résiliation est demandée. En cas de résiliation, chaque Partie reprendra les moyens qu'elle aura mis à disposition du groupement.

8.3 Litiges

En cas de litige relatif à l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les Parties s'efforcent de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant plus de 6 mois, le litige sera porté à l'appréciation du Tribunal administratif de Rennes.

ARTICLE 9 – Modification de la convention constitutive

Toute modification de la convention constitutive est décidée à l'unanimité par le Conseil de groupement sur proposition du Bureau. Elle fait l'objet d'un avenant numéroté, signé par délégation pour le compte du GIS par les co-Présidents et le Président du Conseil régional de Bretagne, en tant qu'établissement support du GIS.

Commentaire [140] :

Simplification de la procédure de signature des avenants éventuels à la prochaine convention

Fait à Rennes, le....., en 3 exemplaires originaux.

Pour ..., Le Président	Pour la Région Bretagne, Le Président du Conseil régional de Bretagne
---------------------------	--------------------------------------------------------------------------

Envoyé en préfecture le 29/10/2015

Reçu en préfecture le 29/10/2015

Affiché le

ID : 029-200030864-20151023-172015-DE

Proposition d'amendement au projet de convention constitutive du Creseb Période 2016-2021

Structure	N° amendement	Page	Article	Proposition	Décision	Argumentaire
Université de Rennes 1	1	3		Remplacer « culture » par « culturel »	Corrigé	La procédure de renouvellement précisée dans la convention constitutive initiale (période 2012-2015) est la rédaction d'un avenant. Cependant, l'ensemble des membres s'est prononcé pour une simplification du fonctionnement du Creseb. La rédaction d'un avenant complexifie la lecture de la convention quand il y a trop de changement à mettre en œuvre. Il a donc été privilégié la rédaction d'une nouvelle convention constitutive du GIS.
	2	6	Préambule	Il est mentionné une création alors que nous sommes dans un renouvellement	Non corrigé	
	3	10	2.3.2	Modifier les « directeurs » au lieu des « présidents » des observatoires	Non corrigé	Ces organismes ne sont pas membres du Creseb mais partenaires privilégiés invités à certaines réunions. L'invitation est donc transmise aux présidents de structure, à charge pour eux de se faire représenter par le directeur ou tout autre personne de la structure. Voir amendement 2 de l'EHESP.
	4	15	7	Cas de l'adhésion d'un nouveau membre : la délégation de signature de l'avenant est refusée	Non corrigé	Un argumentaire sur la simplification de la procédure de signature de l'avenant a amené l'Université de Rennes 1 à retirer sa proposition d'amendement.
	5	16	9	Cas de la modification de la convention constitutive : la délégation de signature de l'avenant est refusée	Non corrigé	Un argumentaire sur la simplification de la procédure de signature de l'avenant a amené l'Université de Rennes 1 à retirer sa proposition d'amendement.
EHESP	1	3		Modifier : « représentée par son directeur, Laurent Chambaud, dûment habilité, par délibération du conseil d'administration n°61/2013 du 17 avril 2013 »	Corrigé partiellement	Aucune représentation nominative parmi tous les membres. Attente retour Bureau du 19 juin 2015
	2	10	2.3.2	Au lieu de viser les exécutifs des partenaires privilégiés, il conviendrait de viser la personne morale engagée dans le partenariat	Attente retour Bureau du 19 juin 2015	Ces organismes ne sont pas membres du Creseb mais partenaires privilégiés invités à certaines réunions. L'invitation est donc transmise aux présidents de structure, à charge pour eux de se faire représenter par le directeur ou tout autre personne de la structure. Voir amendement 3 de l'Université de Rennes 1.
Onema	1			Il conviendrait de modifier la dénomination des départements et de les intituler « conseil départemental »	Corrigé	
Université de Rennes 2		12	3.3.2	Nous nous interrogeons que la raison du maxima et minima des membres composant le bureau. Pourquoi ne pas prévoir de composition fixe de ces membres ?	Corrigé	
	Commentaires	16		Nous nous demandons ce qui justifie les trois exemplaires originaux prévus de la convention.		1 ex Creseb 1 ex ets support du Creseb donc le Conseil Régional de Bretagne 1 ex membre signataire

Envoyé en préfecture le 29/10/2015

Reçu en préfecture le 29/10/2015

029-200030864-20151023-17-2015-DE

Université de Bretagne Sud	1	3	Ajouter « par délibération du 22 mars 2012 Modifier « dont le siège social est 27 rue Armand Guillemot , 56100 LORIENT »	Corrigé	
INRA	1	8	1.3	Déplacer tout le paragraphe 1.3 à la fin du paragraphe 3.5. Par conséquent, dans le paragraphe 3.5, à la 3 ^{ème} ligne « elle assurera les missions définies à l'article 1.3 et assurera le secrétariat des différentes instances citées ci-dessus », remplacer par : « elle assurera les missions décrites ci-dessous et [...] ».	Corrigé
	2	14	5	Ajouter « Les règles de confidentialité des informations échangées seront précisées dans les conventions spécifiques des projets développés et suivis par le Creseb. »	Corrigé
	Commentaires	12	3.3.1	Par qui l'enveloppe budgétaire est-elle préparée ? Par le Conseil général de Bretagne ? (ce dernier est en effet désigné par l'article 4 comme chargé des frais relatifs aux postes de la cellule d'animation et de la gestion administrative et financière). Dans la précédente version, le Bureau préparait le budget et le soumettait au Conseil de groupement.	L'enveloppe budgétaire est effectivement préparée par le Conseil régional de Bretagne en tant qu'établissement support du GIS, et en adéquation avec le programme d'activité défini par le Bureau du Creseb.
	Commentaires	14	4.1	A quoi correspondent « projets de transfert »	La notion de projets de transfert est précisée dans l'article 1.2
	Commentaires	14	4.2	Ce paragraphe a été ajouté. Est-ce pour répondre à des règles de comptabilité/principes budgétaires en particulier?	Il n'y a aucune obligation juridique à cet article mais une volonté de clarté sur le rôle de l'établissement support qu'est le Conseil régional de Bretagne, ainsi que la volonté de faciliter un éventuel contrôle de la Chambre régionale des comptes
	Commentaires	14	5	Nous avions proposé de rajouter des clauses « classiques » en matière de confidentialité dans le corps de la convention. On peut sinon envisager de les prévoir dans les conventions spécifiques. Il est certes fait référence à ce conventionnement spécifique dans le § ci-dessus, mais ce n'est pas très clair. D'où l'ajout de ce paragraphe dans les propositions d'amendement.	Cf amendement n°2 Corrigé
	Commentaires	15	5	Ces connaissances antérieures ont-elles été listées ?	Il est impossible des lister toutes ces connaissances antérieures sur toutes les thématiques abordées dans le cadre du Creseb. Ces connaissances pourront être listés dans des conventions spécifiques sur une thématique précise.
Conseil départemental 56				Refuse d'adhérer au Creseb	Corrigé
Conseil départemental 29				Refuse d'adhérer au Creseb et souhaite rester « partenaire privilégié »	Corrigé
Agence de l'eau Loire-Bretagne				Refuse d'adhérer au Creseb mais souhaite être invité systématiquement au Bureau en tant que partenaire institutionnel financeur afin d'articuler la programmation et les financement entre les actions du Creseb et le futur volet « acquisition et partage de connaissances » du Plan breton pour l'eau	Corrigé
BRGM	1	2		Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières, établissement public à caractère industriel et commercial dont le siège est Tour Mirabeau - 39-43, quai André Citroën - 75739 Paris Cedex 15, et représenté par le Président du Conseil d'administration, dûment habilité par délibération dudit conseil en date du 27 novembre 2014	Corrigé

Envoyé en préfecture le 29/10/2015

Reçu en préfecture le 29/10/2015

Affiché le

ID : 029-200030864-20151023-172015-DE